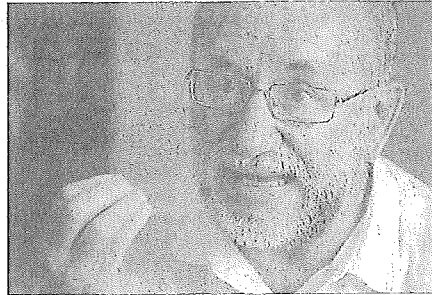
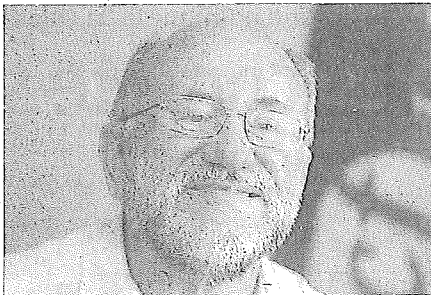


Le rendez-vous politique de La Rep'



ÉCHANGE ■ Invité de La Rep' cette semaine, Michel Ricoud, conseiller municipal et général communiste

« Je mène un combat quotidien »

Le conseiller municipal et général PCF, Michel Ricoud, est l'invité de notre rendez-vous politique hebdomadaire. Son point de vue sur une actualité chargée.

Richard Zampa
rzampa@lorep.com

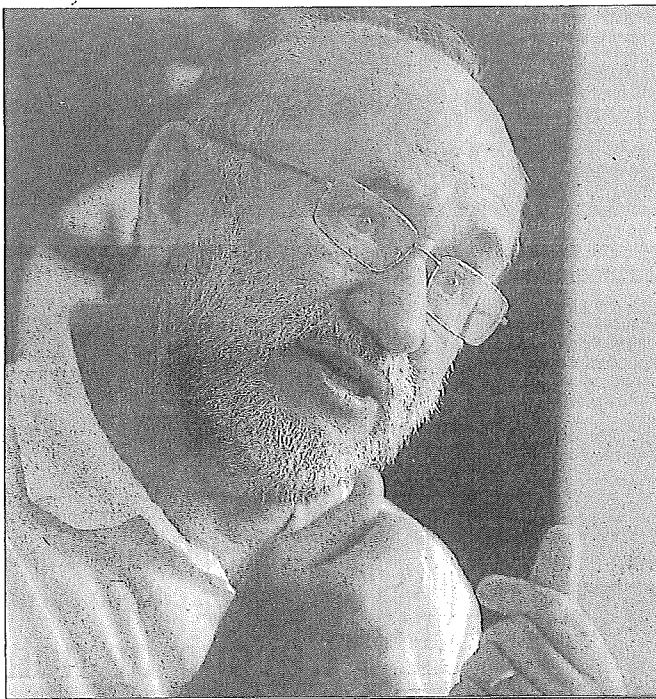
Depuis lundi, trois lettres défrayent la chronique dans le monde : DSK. Avez-vous tout de suite pensé au complot, à l'assassinat médiatique ? Non, pas du tout. Je pense que la présomption d'innocence doit s'imposer à DSK, mais pensons aussi à la femme de ménage. J'ai l'impression qu'on l'oublie un petit peu dans cette affaire. Ce qui me chagrine énormément, c'est qu'on pourrait croire que l'affaire DSK, sans oublier la grossesse de Carla Bruni-Sarkozy, sont les deux sujets les plus importants de la présidentielle. Et les vrais problèmes des gens dans tout ça ? On dirait que le pouvoir d'achat, la vie chère, l'emploi ou encore le logement passent à la trappe.

Avez-vous été choqué, comme des millions de Français, en regardant les images illustrant la descente aux enfers de DSK ? Ça fait un coup de voir cet homme avec ses yeux cernés, sa barbe de deux jours, traité de la sorte à la télé, mais c'est la justice américaine avec tous ses excès.

« La crise a fait des ravages dans les quartiers »

Qui mais pour la justice américaine, tout le monde est égal devant la loi, y compris les puissants. Il y a, c'est vrai, une certaine égalité. Mais d'un autre côté, selon moi, l'action en justice n'est pas synonyme de voyeurisme. J'espère qu'en France, on ne tombera pas dans ces travers-là.

Avant son lancement, la campagne politico-médiatique s'annonce décidément très, très sale... Cette affaire-là risque encore de creuser le fossé entre les



COMBATIF. Michel Ricoud dit « être à l'écoute des plus défavorisés ». PHOTOS PASCAL PROUST

politiques et le peuple. Et certains en tireront certainement des bénéfices. C'est pour cela qu'il faut qu'on recentre la campagne sur les vrais problèmes de fond des Français. Ceux qui ne vont plus beaucoup voter parce qu'ils n'y croient plus. Avec l'affaire DSK, ne glisse-t-on pas encore un peu plus vers le « tous pourris » ? Non ! Mon mandat me permet de porter dans les collectivités où je suis élu le combat que je mène depuis quarante ans. L'immense majorité des élus, même si parfois je ne partage pas leurs idées, sont des hommes honnêtes.

DSK était-il finalement le meilleur candidat PS à la présidence ? C'est l'affaire du PS et je pense qu'il y a des gens plus à gauche que lui pour porter les valeurs du PS.

Cette gauche-là est loin de celle que vous défendez... En effet, et on n'a pas attendu cette affaire pour émettre des réserves sur le

côté... gauche de DSK.

Et Aubry ? Ira, ira pas ? Elle a des valeurs plus créées à gauche, et je pense qu'elle se lancera dans la campagne.

Aujourd'hui, pour continuer à exister, le Parti communiste est obligé de cohabiter avec les forces de gauche, notamment avec le Front de gauche ? Le PCF a proposé le Front de gauche, il y a deux ans, car le PS n'était pas capable de représenter toutes les valeurs de gauche sur lesquelles nous nous appuyons. Depuis les élections européennes et les régionales, le Front de gauche a progressé. On ne veut pas le rassemblement d'une gauche de la gauche. On veut faire en sorte que toute la gauche bouge dans le bon sens.

Le PCF n'est donc pas qu'une simple attraction... Les élus communistes font leur travail, en étant sur le terrain, à l'écoute des autres, et en tenant leurs promesses...

Alors pourquoi, selon vous, les Français ne votent-ils pas pour eux ? Peut-être que dans le Parti communiste, il faudrait développer encore davantage cette politique de proximité, en étant plus conquérant.

Comment, concrètement ? En ce qui me concerne, je suis militant depuis quarante ans, j'ai toujours eu cette pratique et cette connaissance du terrain. Je ne suis pas seulement derrière mon ordinateur. Je fais de la politique au sens noble du terme, avec les gens et pour les gens. Je les écoute. Quand j'ai été élu conseiller général à La Source, en 2008, je n'y croyais franchement pas. C'était un canton détenu par le PS. Je crois que le PCF, s'il veut reconquérir des forces, doit être présent pour construire des réponses avec les citoyens. Avec la crise, le PCF a-t-il vu ses effectifs remonter à Orléans ? Oui, on est aujourd'hui à trois cents adhérents sur Orléans,

avec l'arrivée de jeunes. C'est dans le cadre de la bataille sur les retraites qu'on a d'ailleurs enregistré le plus d'adhésions de jeunes. C'est paradoxal, non ? Et ils prennent très vite des responsabilités pour avancer. L'affaiblissement du PCF n'a rien d'inéluctable, à partir du moment où l'on travaille sur le terrain.

Vous dites ne pas penser, localement, à un hypothétique mandat, et que vous voulez agir dans le présent. Mais ne pensez-vous pas quand même un peu aux municipales de 2014 ? On pense à 2014 même si ce n'est pas, à ce jour, notre priorité. Le PCF à Orléans, ce n'est pas rien. Il fait entre 7 et 9 % et il a augmenté. Notre rôle est d'être présent dans le quotidien des gens, aux côtés de ceux qui souffrent.

Justement, 2014, vous en parlez avec vos partenaires socialistes ? Ce qu'on souhaite, c'est que la gauche soit élue à Orléans sur un programme qui réponde aux aspirations des gens et à un projet commun.

Beaucoup se verraient bien à la tête d'une ville comme Orléans. Qui verriez-vous à gauche ? Il n'y a pas d'homme providentiel, selon moi. Avec Dominique Lebrun, on ne se dit pas : tiens, on va soutenir Untel ou Unetelle.

Sincèrement ? Vraiment. On n'est pas du tout dans cette réflexion-là, à ce jour. On veut se rassembler en 2014, c'est clair.

Vous suivriez facilement le PS et, notamment, Corinne Leveux-Yelheira ? Tout dépendra du programme, et si l'on tient compte de notre avis. C'est comme cela que ça doit se passer. On est là pour travailler ensemble contre la politique de Serge Grouard (UMP). Je ne pense pas à la tête de liste, mais je pense à redonner de l'espoir aux gens et aux jeunes.

Avez-vous le sentiment d'être entendu par le maire, Serge Grouard ? Je pense que lorsqu'on a donné notre point de vue sur l'Arena, qu'on a distribué des tracts et rencontré les gens, on a peut-être obligé

Serge Grouard à revoir son projet. Sans oublier la trémie Jaurès. Sur les problèmes de quotient familial sur les cantines, il y a des petites avancées, comme sur certains tarifs, notamment ceux du parc floral, ou la baisse du prix du chauffage par la SOCOS au sud d'Orléans, et j'espère, demain, à la SODC au nord de la ville. C'est un combat quotidien.

Quels sont vos rapports avec le maire ? Ils ne sont pas faciles. Je n'ai pas de salle pour ma permanence à La Source, alors je la tiens dehors. C'est bien quand il fait beau. L'avantage, c'est que, moi, je vois du monde...

La ville, selon vous, peut économiser sur bien des projets... Oui, en abandonnant, par exemple, des chantiers guère essentiels, comme la rue des Carmes à 60 millions d'euros, l'Arena à 50 millions, sans oublier que nous sommes contre la suppression de la trémie Jaurès à 20 millions et opposés au trop cher port d'Orléans à 1 million d'euros par an. Mais nous sommes pour un parc de 25 hectares aux Groues, où c'est un élu communiste qui représente l'opposition orléanaise dans le Sivu (syndicat intercommunal à vocation unique). Il y a de quoi réorienter la politique de la ville dans le domaine social, car la crise a fait des ravages dans les quartiers. Certes, il faut avoir de l'ambition pour sa ville, mais il ne faut pas oublier, sur le bord du chemin, les Orléanais qui sont dans le besoin. Ceci dit, Serge Grouard n'a pas fait que de mauvaises choses. On n'est pas dans l'opposition systématique, mais constructive. ■

REPÈRES

2 août 1948. Naissance à Verzon (Cher).

1983-1989. Conseiller municipal dans l'opposition à Orléans.

Depuis 2009. Conseiller municipal dans l'opposition à Orléans.

Depuis 2008. Conseiller général.